

# **RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CDPISP ET DU CPSSP DE SEPTEMBRE 2020**

## **Sous-comité sur la protection des renseignements personnels – Aperçu**

Le Sous-comité de la protection des renseignements personnels du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP) et du Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP) a été mis sur pied dans les années 1990. À l'origine un sous-comité du CDPISP, depuis les dernières années, il a relevé conjointement du CDPISP et du CPSSP.

La liste des membres comprend idéalement des représentants de tous les ordres de gouvernements, y compris les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et les administrations municipales. Les membres du Sous-comité proviennent généralement d'organes gouvernementaux qui fournissent un accès central et des services en matière de protection des renseignements personnels (conseils, politiques, soutien législatif, etc.) au gouvernement, y compris à plusieurs ministères fédéraux principaux.

## **Mandat**

Le mandat, décrit dans le cadre de référence, comprend trois volets :

- fournir un forum national pour échanger des renseignements liés aux recherches sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels, ainsi qu'aux pratiques exemplaires, à la formation, aux produits de la technologie de l'information (TI) et à d'autres ressources connexes pour appuyer les programmes et les objectifs du secteur public;
- soutenir la mission du CDPISP de « permettre l'amélioration de la prestation des services au public canadien grâce à un travail de collaboration à l'échelle des gouvernements et au leadership évident dans le domaine de la gestion de l'information et de la technologie »;
- appuyer le mandat du CPSSP visant à « communiquer l'information, établir des partenariats et favoriser l'adoption de solutions visant à améliorer la prestation des services dans le secteur public » en assurant un rôle de leadership et de coordination pour les questions liées à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels.

## **Réunions, téléconférences et autres communications**

Le mandat du Sous-comité précise qu'au moins une réunion officielle sera tenue chaque année. Dans la mesure du possible, ces réunions seront tenues en concomitance avec des conférences sur l'accès et la protection des renseignements personnels ou d'autres événements semblables organisés un peu partout au pays.

La dernière réunion du groupe a eu lieu en septembre 2019 à Fredericton, au Nouveau-Brunswick. Parmi les principaux sujets abordés lors de cette réunion, mentionnons un aperçu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques* (LPRPDE), le *Règlement général sur la protection des données* (RGPD), une séance sur la cybersécurité, la centralisation de l'accès et de la protection de la vie privée, les mesures d'établissement de rapports sur la protection de la vie privée et l'accès au Nouveau-Brunswick, et une table ronde des administrations. Il y a eu un bon taux de présence avec des représentants de presque chaque administration en personne et par téléconférence. En raison de la COVID-19, le groupe envisage de se réunir virtuellement entre le 19 et le 30 octobre 2020. Les réunions sont organisées par la Colombie-Britannique, mais tous les membres y participent.

Le Sous-comité ajoute un complément aux réunions en personne au moyen de téléconférences régulières. Les groupes de travail, les groupes de projet et d'autres sous-groupes du Sous-comité tiendront des téléconférences au besoin pour la tenue de leurs activités. Le Sous-comité a reçu l'approbation des conseils mixtes pour procéder à la création d'un nouveau groupe de travail sur le RGPD. Ce groupe se réunit régulièrement, et d'autres renseignements sont inclus dans la mise à jour qui suit. Il est coprésidé par la Colombie-Britannique et le gouvernement fédéral. L'objectif de ce groupe de travail est d'arriver à une interprétation cohérente d'une loi complexe, accompagnée d'un important programme de conformité, et de communiquer l'information susceptible d'avoir des retombées dans toutes les administrations.

De plus, les membres utilisent régulièrement des courriels pour poser des questions aux autres membres, pour apprendre de l'expérience des autres et pour échanger des renseignements sur les activités menées au sein des administrations respectives de chacun.

Au cours des six derniers mois, il y a eu un dialogue actif continu sur des sujets tels que le protocole en cas d'atteinte à la vie privée et l'établissement de rapports, le gouvernement ouvert, les modèles de services partagés, la législation, les structures de frais et les demandes courantes d'accès à l'information.

### **Plan de travail – Mise à jour en date de janvier 2020**

Au cours des dernières réunions en personne, les membres du Sous-comité ont discuté des principaux objectifs à ajouter au plan de travail. Certains de ces éléments sont toujours en cours. De plus, le groupe a eu la responsabilité de s'occuper de certains produits livrables des conseils mixtes qui ont été ajoutés à cette liste. Le plan traite des domaines suivants :

1. Élaborer une bibliothèque de documents communs. Il pourrait s'agir d'un portail SharePoint ou d'un site semblable auquel tous les membres du Sous-comité auraient accès. Les membres consacrent actuellement beaucoup de temps à solliciter le groupe pour des enjeux semblables ou des doublons parce qu'il n'y a aucune bibliothèque de documents communs. Cela est essentiel une fois que des mesures communes ont été déterminées (tel qu'il est indiqué ci-dessus) afin de simplifier l'échange de renseignements.
  - a. Mise à jour sur l'état – Le groupe fait actuellement la transition vers Microsoft Teams comme outil de collaboration et d'échange de renseignements. Cette question préoccupe le groupe depuis un certain temps et nous espérons que cet outil constituera une bonne plateforme pour aller de l'avant.
2. Rationaliser les évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP). Les conseils mixtes (CM) ont demandé à ce groupe d'examiner des options pour simplifier les évaluations des facteurs relatifs à la vie privée.
  - a. Mise à jour sur l'état – Le groupe aimerait sonder les CM sur la priorité de ce travail. La question n'a pas fait l'objet de discussions à ce niveau depuis un certain temps déjà. Au sein du Sous-comité, certains travaux initiaux ont été entrepris, mais la plupart des administrations étaient à l'aise avec les processus actuels d'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée. Comme c'est le cas pour de nombreux autres sujets, chaque administration pose des questions sur ce sujet. Au cours des prochaines réunions virtuelles, il sera entre autres question de l'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée dans un cycle de mise au point agile.
3. Groupe de travail sur le RGPD. Le Sous-comité sur la protection des renseignements personnels dirigera un groupe chargé de discuter des incidences du nouveau règlement sur le Canada.
  - a. Un plan de travail distinct est joint.

Le groupe devra revoir le plan de travail à l'automne 2020 pour déterminer si de nouvelles initiatives doivent être ajoutées à celui-ci.

### **Mandat de surveillance, échange de renseignements, réunions en personne**

Puisque le Sous-comité sur la protection des renseignements personnels joue également un rôle de conseiller et de communauté d'experts, il consacre une partie importante de temps à s'informer de toute nouvelle disposition législative, politique, atteinte à la vie privée et question, telle que l'émergence d'initiatives de gouvernement ouvert et leurs incidences sur le gouvernement.

**Prochaine réunion**

Réunions virtuelles entre le 19 et le 30 octobre 2020.